

Intervention de Edem Kodjo
Club diplomatique de Lomé
3 juillet 2015

L'AFRIQUE DANS LA GEOPOLITIQUE MONDIALE

« Comme hier, l'Afrique aujourd'hui se débat dans le monde, un monde en transition, un monde difficile. Son destin semble toujours précaire, même si sa présence, progressivement se renforce.

Guettée par le terrorisme, toujours sujette au mal-développement, sa masse démographique fabuleuse, ses ressources naturelles incommensurables en font pourtant une force prévisible dans l'avenir.

Qu'est-elle alors dans l'ordre géopolitique du monde ?

A cette question posée à un ancien Ministre des affaires étrangères de la République française : « Quelle est selon vous, la place de l'Afrique dans le nouveau système de rapports de force dans le monde ?

Celui-ci répondit : « Je ne crois pas que l'on puisse parler de "l'Afrique" en général, pas plus que "l'Asie" d'ailleurs. Les 53 pays africains sont, à des degrés divers, convoités ou courtisés, mais l'Afrique en tant que telle n'est pas à ce stade un acteur mondial. Des pays africains le deviendront, l'Afrique elle-même peut-être, un jour, bel objectif ! » (Hubert VEDRINE).

1- Un Continent morcelé dans un monde où prévaut la massivité

Aujourd'hui, la carte politique africaine offre l'aspect démobilisateur et démoralisant d'un puzzle d'Etats précaires, Etats sommaires dont

les frontières héritées de la colonisation, constituent un obstacle à l'épanouissement de leurs peuples. Tels qu'ils se présentent à l'heure actuelle, ils risquent d'incarner pour longtemps, la misère et la pauvreté. Les difficultés auxquelles est confrontée l'Afrique contemporaine ont pour cause principale, l'émiettement territorial du continent, dont la conséquence néfaste est la permanence d'économies nationales ayant grand peine à se développer.

Sur la carte politique du continent, rares sont les frontières qui n'ont pas détruit l'unité naturelle de vastes régions. Ailleurs, et particulièrement en Europe, les Etats se sont donnés pour frontières des cours d'eau, des montagnes préservant l'unité des zones géographiques, en suivant le relief naturel. En Afrique au contraire, la liste est interminable des frontières qui, séparent en plusieurs morceaux, des régions originellement homogènes.

Le dernier exemple est la République du Soudan du Sud dont les frontières sont l'objet d'âpres négociations à peine achevée.

Quand on observe la structure physique des grandes puissances de notre temps, chacune d'elles, Chine, Etats-Unis, France, Allemagne (aujourd'hui unifiée), Italie, Grande-Bretagne, Japon, Inde, Brésil, etc. représente un tout géographique. Si les Français se sont tant battus pour récupérer l'Alsace et la Lorraine perdue en 1871, si les Allemands se sont débattus pour leur réunification, c'est que le

meilleur cadre d'aménagement de l'espace exige le respect des unités géographiques, telles que la nature les a constituées, en régions unies.

Chaque frontière tracée sur la carte de l'Afrique par les géographes, diplomates et arpenteurs européens, a détruit l'unité des peuples africains. Ewés, mandingues, Yorubas, Saras, Fangs, Bakongos, Somalis, etc... en savent quelque chose.

Telle qu'elle se présente aujourd'hui, l'Afrique a une illusion de puissance, illusion nourrie par le nombre ; puissance qui montre trop facilement ses limites dans les institutions internationales notamment le Conseil de Sécurité des Nations Unies, puissance dont on n'a ni vu la pertinence ni l'efficacité face aux crises de la Côte d'Ivoire, de la Somalie et de la Libye etc.

Nous Africains, faisons l'amère expérience de l'immobilisme, résultat de l'éparpillement, de l'esseulement de nos Etats et de nos organisations d'Etats. Nous n'apparaissions comme une force que lorsque nos intérêts et ceux des puissants de ce monde convergent.

Sommes-nous une force lorsque le budget de notre organisation continentale est soutenu à plus de 90% par les puissances extérieures ? Quelle peut être l'autonomie d'action d'une pareille organisation ?

Avouons-le, nos limites apparaissent assez vite, lorsque nos intérêts et ceux des Puissants de ce monde divergent ; alors, nous faisons plus figure d'obligés que d'acteurs.

La géopolitique actuelle du monde qui met en lumière les rapports de force entre nations, loin des contingences des blocs antagonistes qui nous obligeaient à s'aligner derrière un camp plutôt que l'autre, et qui nous empêchait d'être nous-mêmes, aurait pu nous permettre de nous exprimer et d'affirmer d'avantage notre positivité. L'Union Africaine actuelle est beaucoup moins traversée par ces courants idéologiques antagonistes que connaissait l'OUA et l'émergence du « BRICS » (Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud) est aujourd'hui une réalité attrayante, susceptible d'inspirer les unions que les peuples africains attendent de voir émerger sur leur continent.

L'expérience de l'Europe, (les crises financières de l'Irlande, de l'Italie, du Portugal et de la Grèce, démontre s'il en était besoin que le « chacun pour soi » peut conduire à la débâcle, malgré l'apparente cohérence du noyau dur de l'Union européenne (France-Allemagne mise à rude épreuve par la situation actuelle de la Grèce). Aujourd'hui, de plus en plus de personnalités européennes crient leur conviction face aux incertitudes et turbulences des marchés, qu'un seul chemin peut mener hors du désastre et arrêter l'espèce de "tragédie grecque" qui se joue sous nos yeux : le chemin de l'union, avec la création d'Institutions politiques et financières uniques et un leadership agissant au nom

de tous.

Des hommes de la trempe de Jacques Delors ainsi que ses collègues du groupe de réflexion "NOTRE EUROPE" (Romano Prodi, Joschka FISCHER et Guy Verhofstadt), estiment que la création d'une Institution économique et politique unique, accompagnée d'un leadership agissant au nom de tous, est indispensable. Ils redoutent que les relations transatlantiques soient précarisées et que l'avenir de l'Europe soit potentiellement dramatique.

Au plan politique l'Afrique quand à elle ne tire pas assez parti de son immense potentiel ni de la spécificité de l'environnement géopolitique actuel. « La Chine et l'Inde ont chacune des industries en voie de modernisation rapide appuyées sur de nouvelles classes moyennes disposant de revenus en hausse et d'un pouvoir d'achat élevé. Il en résulte une demande croissante, non seulement pour les ressources naturelles extractives africaines mais aussi pour le coton.

L'Afrique devient donc selon la Banque Mondiale, un facteur essentiel pour la croissance des deux économies parmi les plus puissantes et les plus peuplées mais aussi pour les autres Puissances, grandes et moyennes. Il faut bien convenir que l'Afrique tire la croissance économique mondiale en ces temps difficiles.

Cependant, à cause de la faiblesse due à sa dispersion territoriale, les crises multiples qui sévissent sur son sol, l'Afrique semble ballotée, tel un navire à la dérive.

Elle ne peut faire face sans l'appui de l'Occident aux fléaux terroristes que constituent Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) dont les foyers se retrouvent en Somalie, au Niger, au Mali, en Algérie et en Mauritanie et la secte Boko Haram au Nigéria, au Tchad, au Cameroun. Organisations terroristes qui défient des pays entiers, les minent dans leur unité, dans leur culture et dans leur souveraineté.

Et pourtant !! En jetant un coup d'œil circulaire sur la carte du monde, non pas sur un planisphère classique de la projection Mercator qui amplifie les contrées tempérées, mais sur la nouvelle carte Peters pour un monde solidaire, il est facile de remarquer que le continent africain, l'un des plus vastes, le plus massif, situé entre 37°21' de latitude Nord et 34°51' de latitude Sud, traversé en deux tiers nord et un tiers sud par l'équateur, remis à sa véritable place au milieu des terres émergées, paraît occuper le centre géographique du monde.

Cette présence flagrante au monde n'a pourtant pas toujours été admise par tous.

2- Les leçons de l'Histoire et les atouts de l'Afrique

« L'Afrique n'est pas une partie historique du monde. Elle n'a pas de mouvements, de développements à montrer, de mouvements historiques en elle. C'est-à-dire que sa partie septentrionale appartient au monde européen ou asiatique ; ce que nous entendons par l'Afrique est l'esprit a-historique, l'esprit non développé, encore

enveloppé dans les conditions naturelles et qui doit être présenté ici seulement comme au seuil de l'histoire du monde ». Ainsi parlait Hegel dans son Cours sur la philosophie de l'histoire, en 1830, il y a deux siècles à peine.

Et pourtant, c'est en Afrique, qu'a commencé l'histoire et loin d'être une affirmation

gratuite, cette assertion est une réalité scientifique qui se vérifie lorsqu'on sillonne le monde à la recherche des vestiges des civilisations premières. Mère de l'humanité, la terre d'Afrique reste dans l'état actuel des recherches sur l'origine du progrès du genre humain et de la civilisation, le lieu privilégiée des premières manifestations de la créativité humaine.

Comme le démontrent les historiens africains, notamment le Pr Cheikh Anta Diop et ses épigones, rien ne sert de chercher ailleurs qu'en Afrique orientale le long des cours du Nil et de la Rift Valley, comme en témoignent la présence de Lucy dans le Rift Ethiopien et Toumaï au Tchad (7 millions d'années), le siège des premières manifestations de l'esprit inventif et créateur de l'homme.

L'Afrique compte dans le monde par ses hommes, ses ressources minérales mais aussi par son Histoire ancienne et actuelle.

A- Les hommes

« Il n'est de richesse que d'hommes » écrivait Jean BODIN.

La photographie actuelle de la population africaine et ses projections dans l'avenir, témoignent de la vigueur démographique d'un continent qui a trop longtemps souffert de razzias extérieures. L'Afrique, en 2010, est peuplée d'environ un milliard cents millions d'habitants soit un peu plus de 16% d'une population mondiale estimée à plus de six milliards et demi. Comparée à celle de l'ensemble de la planète et à celle des autres continents, la densité de sa population (28 habitants au kilomètre carré) est faible, puisque celle de l'ensemble du monde est estimée à 40. Le continent africain est manifestement sous-peuplé, bien que sa population d'environ huit cent vingt millions en l'en 2000, soit passée à un milliard cent millions en 2009 et à 1,2 milliards en 2010. Si l'on mesure la saignée en hommes que la traite a coûtée à l'Afrique pendant les deux siècles qui ont précédé l'année 1 750, l'on peut comprendre que le centre de gravité de la politique mondiale ait basculé vers les grandes masses démographiques de l'Europe et de l'Asie. Dans ces conditions, quelles que soient les difficultés qu'éprouvent actuellement les Etats africains à supporter leur population, l'on doit souhaiter que la part du continent dans la population mondiale évolue d'une manière à atteindre l'optimum éco-systémique indispensable à son redressement.

Pour cela, une occupation judicieuse de ces immenses étendues qui représentent près des deux tiers de la superficie totale du continent africain, grâce à une véritable colonisation intérieure induite par des opportunités économiques, devrait permettre une redistribution appropriée de la population africaine. Certains Etats africains, dotés d'importantes ressources naturelles, pourraient accueillir une population dix fois supérieure à celle qui les habite actuellement (Gabon, Congo, Guinée Equatoriale etc). Dans ce contexte, l'évolution de la démographie africaine, loin d'épouvanter les hommes politiques du continent, devrait au contraire les encourager dans la voie de la recherche de solutions audacieuses parce que unitaires pour un meilleur aménagement de l'espace géographique africaine assorti d'un processus de développement conséquent.

La croissance démographique de l'Afrique contemporaine, estimée à 3% par an, inquiète ceux qui craignent que la dégradation de la production alimentaire face à un peuplement accéléré du continent n'entraîne des famines catastrophiques. Ils n'ont pas tout à fait tort. Surtout que le spectre des migrations massives se concrétise de jour en jour. Les pays industrialisés de souche européenne sont confrontés à de graves problèmes de dénatalité, alors que les pays d'Asie à l'exception notable de la Chine et ceux d'Afrique

et d'Amérique latine, connaissent une croissance démographique parfois exponentielle dont les résultats vont correspondre à un déplacement considérable des centres de gravité démographique dans le monde.

Un tel déplacement des masses humaines ne peut pas être neutre quant au poids des centres de décision, quant à l'influence des diverses nations sur la politique mondiale. La population africaine actuelle, en dépit des problèmes que connaît le continent, peut en définitive être une force à condition de répondre à la question suivante. Comment arriver à mobiliser cette immense force de travail au service du développement économique ?

Pour ce faire, il faut laisser aux Africains, la possibilité de se mouvoir partout sur leur continent. Cela suppose une conception volontariste de la politique des migrations internes et du peuplement global de l'Afrique. L'Afrique devrait promouvoir une politique interne de migration pour un meilleur aménagement de son espace propre et pour soulager le flux de migrations internationales.

Ce volontarisme ne fera que perpétuer les traditions millénaires des migrations en Afrique. Sur le continent, les peuples ont toujours eu la liberté d'aller et de venir tranquillement.

Cette liberté est bien évidemment une force que la constitution d'entités étatiques artificielles n'a que trop tendance à amoindrir.

Une expansion démographique cohérente ne peut aller de pair qu'avec un droit raisonnable d'établissement pour tous les Africains en quelque point que ce soit du continent. L'inconcevable spectacle d'Africains chassés de pays africains n'est pas seulement un scandale, mais il révèle une ignorance profonde des valeurs traditionnelles du continent. Cela doit être combattu car les migrations internes sont nécessaires ; elles sont de nature à limiter les migrations transcontinentales (on ne les supprimera jamais tout à fait) qui posent tant de problèmes dans le monde actuel.

B- Les ressources minérales

Les conditions physiques de l'Afrique semblent à première vue déroutantes. Des géographes parmi les plus éminents, des sociologues réputés comme Georges BALANDIER et l'ethnologue de renom, Claude Levi-Strauss ont pu parler de « Tristes Tropiques ».

S'il est incontestable que la source première de la richesse d'un pays est sa population, les potentialités économiques dont la nature a doté l'Afrique, autorisent à penser qu'elle est le continent de l'autosuffisance virtuelle. Rien ne manque à l'Afrique. Ni les hommes,

ni la terre, (plus de 500 millions d'hectares de superficies cultivables sont disponibles), ni les réserves contenues dans ses entrailles : chrome, tantale, platine, or, manganèse, uranium, cuivre, antimoine, thorium, diamant, lithium, bauxite, nickel, cobalt, tungstène, molybdène, zirconium, niobium, plomb, coltan, pétrole, gaz etc. (et on en découvre tous les jours).

A ces richesses fabuleuses que nul ne conteste aujourd'hui, il faut ajouter des ressources colossales en eau (en dépit de la sécheresse et de zones arides), en nouvelles sources d'énergie comme la biomasse, la géothermie, l'énergie solaire et éolienne.

A la lumière de cet inventaire, le concept d'un développement endogène du continent est non seulement possible mais soulève la question fondamentale de l'avenir de ses sources d'énergie et la priorité à accorder aux besoins domestiques et industriels de l'Afrique. Il en va de même des matières premières minérales.

La part africaine dans les réserves mondiales de matières premières minérales indispensables au développement des industries modernes est immense. Les pays du Continent, généralement classés parmi les plus pauvres, possèdent paradoxalement dans leur sous-sol, des richesses étonnantes.

C'est pourquoi il n'est exagéré de penser que l'ordre mondial de l'avenir ne pourra se faire sans elle.

3- L'ordre mondial actuel et la place de l'Afrique

Il y a trois mille ans, le centre de gravité de l'histoire du monde occidental était l'Afrique. La Grande civilisation égyptienne brillait de mille feux. L'Inde et la Chine vivaient sur elles-mêmes dans un univers clos où le destin de leurs peuples se jouait dans les grandes luttes pour le contrôle du subcontinent indien et du monde chinois.

Au cours du dernier millénaire avant le début de l'ère chrétienne, par suite des assauts répétés des peuples venus d'Asie, l'Afrique perdit sa suprématie au profit d'une civilisation gréco-romaine issue d'une certaine manière du continent primordial, grâce à la formation acquise par les Grecs auprès des prêtres d'Osiris, dans les temples de l'Egypte ancienne. Les historiens grecs et latins, Hérodote, Strabon en ont toujours convenu. Mais la bataille pour la domination du monde occidental se poursuivit pendant des siècles entre l'Afrique et les peuples euro-asiatiques. C'est au cours des trois guerres puniques qui virent s'affronter, entre 264 et 146 avant J.-C, les troupes romaines et carthagoises sous les ordres des grands généraux carthagois tels le fameux Hannibal dont l'épopée est présente à nos esprits que la supériorité africaine en Méditerranée fut liquidée au profit de Rome.

Sur les cent soixante millions de kilomètres carrés que représentent les terres émergées, les trois cinquièmes reviennent aux Européens.

Encore faut-il ajouter que les puissances européennes, jadis conquérantes, gardent la prédominance dans les deux autres cinquièmes en y contrôlant, par un système de

relations complexes, le destin des autres peuples.

C'est dans cette réalité politique mondiale que s'inscrit la place de l'Afrique et des Africains à l'heure actuelle.

Une analyse globale des rapports de force à l'échelle planétaire démontre que de tous les peuples qui occupent la terre, le peuple européen, toutes idéologies confondues, est, de très loin, celui qui détient les forces militaires les plus colossales. Les États-Unis d'Amérique, l'Europe, regroupées dans l'Alliance atlantique et la Russie, possèdent ensemble, une capacité offensive et de défense incommensurable. Ce qui ne veut pas dire que tous regardent forcément dans la même direction.

A l'exception de quelques pays de l'ancien Tiers-monde, je dirai, Chine, Inde, Pakistan, Brésil qui se lancent dans la recherche et la fabrication des armements, les dépenses de l'Afrique sont constituées par des achats d'armement aux États-Unis, à la Russie, à la France, à l'Italie, au Royaume-Uni principalement. Ce sont les grandes puissances d'origine européenne qui contrôlent l'ensemble de la politique mondiale de l'armement. En relançant le programme français d'armement nucléaire amorcé par Guy Mollet, le général de Gaulle disait en 1958: « Donnez-moi la bombe pour me permettre de m'asseoir à la table des Grands. »

L'arme atomique est l'arme de la puissance. Ses effets sont tels qu'ils semblent anéantir toute possibilité d'utilisation. Cette arme consacre, sûrement pour un temps assez long, la suprématie des puissances qui la possèdent et qui, fortes de cet atout, peuvent continuer à conduire le destin du monde. Ces puissances disposent en outre d'armes chimiques et bactériologiques, de gaz toxiques et commencent à se lancer dans la production d'armes à rayonnement, telles que la bombe à neutrons, à rayons gamma, à laser, pouvant leur permettre, dans des conditions spéciales, de démontrer leur force.

La puissance militaire ne se réduit pas aux stocks de bombes et aux vecteurs qui peuvent les transporter. Les nations européennes, grâce à une révolution dans le domaine des communications, ont pris sur les autres peuples, une avance difficile à rattraper. Américains, Russes et pays de l'Union européenne en construction ont enserré la planète dans un système complexe de communications, en ayant recours aux moyens les plus modernes, dont les satellites de communication et les drones. Cette toile d'araignée, tissée tout autour du monde permet aux nations « avancées » de maintenir leur suprématie. Les révélations incroyables de "wikileaks" sont à cet égard probantes et effrayantes.

Dans ce monde nouveau en métamorphose, toute transformation radicale, toute inspiration au leadership implique une économie forte, une armée redoutable, une diplomatie entreprenante. La puissance politique découle de la force économique et de la grandeur militaire, deux facteurs qui font défaut à l'Afrique contemporaine qui apparaît comme un exutoire d'autrui, un exutoire pour les grandes puissances.

La place de l'Afrique et le rôle des Africains dans le monde actuel sont déterminés par leurs rapports avec les puissances extérieures. Ceux-là sont marqués du sceau de la dépendance : dépendance économique et financière, dépendance culturelle,

scientifique et technique, dépendance militaire qui font de l'Afrique, un continent sans impact décisif dans le monde, comme nous l'avons déjà démontré. Américains, Russes, Français, Britanniques, entretiennent chacun sur le continent, sa clientèle d'États qui épousent leurs rivalités planétaires. Rares sont les États africains à avoir su se doter d'une politique étrangère autonome, intégrés qu'ils sont à l'espace économique et à la sphère d'influence des grandes puissances.

L'on chercherait en vain en Afrique, une philosophie des relations internationales qui soit le reflet de la volonté de marquer la présence du continent dans le monde. Aucun des États africains, pour la plupart, entités économiquement faibles, ne constitue une puissance économique, même pas l'Afrique du Sud.

Au plan militaire, l'absence d'une politique stratégique africaine autonome indique les limites de l'indépendance de l'Afrique. La véritable indépendance des États et des nations se fonde également sur la puissance militaire, dont la dissuasion nucléaire apparaît comme un élément essentiel. Les armées africaines ne sauraient faire figure de forces armées redoutables même si elles sont désormais sollicitées pour les opérations de maintien de la paix (Onuci, Minusma, Minusca, Onusom etc). Il n'est que d'observer les activités interventionnistes des puissances, grandes et moyennes, partout dans le monde, pour se convaincre que, même en ces temps de paix relative, elles continuent par la force des armes à protéger l'espace économique qu'elles se sont réservé. L'actualité en Lybie nous rappelle ces notions de base, si d'aventure nous les avons oubliées.

Ainsi, la politique étrangère des États africains est marquée elle aussi du sceau de la précarité parce que les assises économiques sont fragiles et que la puissance militaire est insignifiante. Il en résulte que très souvent les Africains eux-mêmes en appellent à l'aide, les Puissances étrangères (Cas du Mali, de la Centrafrique). Grâce aux cinquante-quatre États représentant presque un peu moins du tiers des États membres de l'ONU, l'Afrique pourrait-elle peser sur les grandes décisions arrêtées au sein du système des Nations Unies ? Le croire est une vue peu réaliste du mécanisme, des structures et du fonctionnement de l'ONU. En effet, si l'Assemblée générale en est l'organe principal, son véritable centre de décision demeure le Conseil de Sécurité où les "cinq Grands", avec le droit de veto, peuvent définir comme ils l'entendent, la politique mondiale.

Nombreux sont les pays, y compris africains, qui expriment le légitime désir de prendre part à la direction des affaires du monde mais des États qui, à force de persévérance, de rudes efforts et d'énormes sacrifices en biens et en hommes, se sont mués en puissances décisives et déterminantes au cours des siècles, sont-ils prêts à partager les commandes de la politique mondiale avec des peuples sur les décombres desquels, ils ont en partie érigé leur puissance ?

Si nous observons les tiraillements multiples que suscite la question du droit de veto au Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Il est logique de penser que l'Afrique mérite un siège permanent avec droit de veto au conseil de sécurité mais il faudra aller le chercher.

Devenus indépendants, les États africains se sont retrouvés sur une scène diplomatique mondiale dont les règles du jeu, fixées voilà près de soixante-dix ans par les vainqueurs des puissances de l'Axe, leur échappent totalement. Et, il est à craindre, à moins qu'ils ne s'organisent pour constituer une puissance avec laquelle le monde devra compter, qu'ils ne voient jamais se transformer l'ordre mondial actuel en leur faveur. L'ordre mondial actuel est fondé sur la puissance des États, une puissance économique et une puissance militaire assises sur la maîtrise de ce que les experts en géopolitique et en stratégie appellent le "détterrent ultime", c'est-à-dire le nucléaire.

Si l'Afrique d'aujourd'hui, déchirée et tiraillée entre des influences multiples, est si peu présente sur la scène politique mondiale, elle peut, en s'organisant, devenir une puissance avec laquelle on devra compter. Sa position géopolitique et géostratégique lui permet d'envisager cette perspective. Les leçons et les constantes de l'histoire universelle autorisent cela. Plusieurs Puissances sont puissances parce que adossées à l'Afrique.

Que seraient à ce jour le Royaume-Uni, la France, privés de ces liens qu'ils ont tissés avec les pays d'Asie et d'Afrique ? Des nations puissantes, certes, mais au rayonnement international réduit. Que serait l'Europe sans les pays d'Afrique et des Caraïbes et du Pacifique qu'elle a si finement scellés à son économie ? Un continent fort certes, mais menacé à terme dans son influence. « Nous autres, Européens, sommes condamnés à déchoir sans l'Afrique », se plaisent à dire en privé voire en public, maints dirigeants européens et Edgard Pisani, alors commissaire au Développement, affirmait dans une interview accordée à l'hebdomadaire Jeune Afrique : « L'Europe n'existe que par ses relations avec le tiers-monde. » Richard Nixon, vice-président des États-Unis, sous le général Eisenhower, rentrant d'une tournée d'études faite en Afrique dès 1960, concluait que l'Afrique était d'une importance capitale pour le monde libre. Animant, alors qu'il était Secrétaire d'État, un groupe d'élaboration de la politique africaine des États-Unis, Henry Kissinger estimait que l'Afrique était un des continents de l'avenir.

Les Soviétiques en leur temps, s'intéressaient tellement à l'Afrique qu'ils ont longtemps cherché à s'implanter durablement en soutenant leurs partisans africains à la tête de nombreux pays sur le continent. Il en était de même pour la Chine, qui aujourd'hui, prend une certaine revanche sur l'Histoire, dans cette partie du globe. Le Japon, depuis assez longtemps déjà, avec ténacité et lucidité, a fait en Afrique une percée commerciale tout à fait remarquable. Des pays comme le Brésil et l'Inde se hâtent de rattraper leur retard.

Le monde a pris maintenant conscience de l'importance cardinale du Continent africain et la vocation africaine de l'Europe est évidente pour des raisons économiques, stratégiques et politiques. Elle voit dans le continent africain, une zone privilégiée de coopération multiforme pour s'assurer des matières premières indispensables à son industrie. Gérard Chaliand l'écrivait il y a plusieurs années déjà dans l'ENJEU AFRICAIN.

4- Que serait l'Europe sans l'Afrique ?

Le général Karl Haushofer, le maître allemand de la géopolitique de l'entre-deux-

guerres, voyait dans l'Eurafrrique la base territoriale du REICH. Il n'hésitait pas à préconiser que son pays, à la tête de l'Eurafrrique, devait développer une puissante force navale pour protéger le continent noir de la convoitise des autres nations rivales. L'enjeu africain (Gérard Chaliand), est tout aussi important pour les nouveaux ténors de l'ordre international. Elles font non seulement d'importants investissements économiques sur le continent, la Chine en tête, mais aussi des « investissements politiques » pour consolider les conditions propices pour leurs projets futurs. C'est bien la Chine qui a construit le nouveau et monumental siège de l'Union africaine à Addis-Abéba.

Tout un symbole !

4- Que doit faire l'Afrique face à un monde où prévaut la volonté de puissance ?

Pourvue de ressources naturelles considérables et d'une population de plus en plus forte et mieux éduquée, adossée à des valeurs capables de

féconder une nouvelle civilisation plus humaine et plus solidaire, l'Afrique doit néanmoins affronter de multiples difficultés qui en font un simple objet plus qu'un acteur dans l'ordre international et la géopolitique mondiale. Le continent primordial est encore pauvre, potentiellement riche certes, mais singulièrement pauvre. Parce que ses richesses ne sont ni uniformément réparties ni judicieusement exploitées ; des zones entières sont précarisées par la sécheresse, la désertification, la famine : la Somalie et une partie de la corne de l'Afrique en sont aujourd'hui la triste démonstration. Ce Continent, où de plus en plus de pays connaissent une croissance substantielle à 2 chiffres ; on cite l'Ethiopie, la RDC, la République du Congo, le Ghana, le Libéria, l'Ouganda, l'Angola, etc. (cf "lettre ouverte à l'Afrique cinquantenaire") compte toujours en son sein, de nombreuses contrées qui évoluent sous le seuil de la pauvreté, loin des Objectifs du Millénaire pour le Développement de 2000 adoptés par 189 États.

Les facteurs de production y sont toujours faibles sinon aléatoires : l'Agriculture n'a pas encore connu cette révolution que l'on attendait d'elle depuis des décennies. Les outils de production sont toujours rudimentaires et les voies d'accès (pistes rurales) précaires. Les rendements à l'hectare sont toujours faibles et ne supportent pas la comparaison avec les pays d'Asie ou d'Amérique latine, raison pour laquelle de partout, on se rue sur ses terres, pour un agro-business où elle ne trouve pas et ne retrouvera pas son compte. L'industrialisation n'a pas non plus tenu toutes ses promesses malgré de remarquables percées dans certains secteurs.

Les infrastructures, quoiqu'en net progrès, laissent encore à désirer et les liaisons interafricaines comportent toujours des chaînons manquants. Dans l'ensemble, au plan économique, l'Afrique vit toujours dans la dépendance. Si le Continent est celui qui a été en partie épargné par la crise de 2008-2011, si son taux de croissance calculé par les Nations Unies sera de plus de 5,2% cette année, bien au-dessus du taux européen par exemple. L'Afrique n'a toujours pas franchi le Rubicon, ni assuré le saut qualitatif qui la projetterait dans la modernité. Dans une formule qui a désormais fait le tour du monde, je déclarais, dès 1979 au fameux Colloque de Monrovia (Liberia) que l'Afrique est le Continent qui "réalise le paradoxe de produire ce qu'elle ne consomme pas et de

consommer ce qu'elle ne produit pas". Je dénonçais déjà cette forme achevée d'extraversion qui me semblait nuisible. La réalité d'aujourd'hui n'est pas très différente. J'aurais tant aimé que l'avenir ait démenti mes écrits.

Consciente du phénomène, l'Afrique a cherché dans la coopération continentale un moyen de transcender ses difficultés. Elle a cherché à organiser son espace tant au plan politique qu'au plan économique.

L'idéal du panafricanisme va servir de soubassement à cet effort, un concept qui sera magnifié sinon exalté par Kwame NKRUMAH, le premier Président du Ghana. Combattu par certains, adulé par d'autres, le Ghanéen laissera des traces profondes dans la conscience collective des peuples d'Afrique. La réalisation pratique de cet idéal sera bien en deçà de ses attentes tant au plan politique qu'économique :

- au plan politique, elle se traduira par l'établissement de l'Organisation de l'Unité Africaine (Addis Abéba 1963) transformée quarante ans plus tard en Union Africaine (Durban 2002). L'une et l'autre Union ne sont pas des fédérations d'Etats ni l'amorce d'un Etat unitaire africain mais un rassemblement bien lâche où la souveraineté des Etats membres semble toujours avoir le dernier mot.

Si l'OUA a été remarquable d'efficacité dans le processus de libération des colonies et de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, si l'UA, à ses débuts, suscita bien des espoirs avant d'étaler aux yeux du monde ses insuffisances (Printemps arabe, Crise ivoirienne, et surtout Crise libyenne) etc, ces deux organisations n'ont jamais réussi à réaliser le rêve panafricain de Nkrumah : fédérer les pays d'Afrique. Elles ne seront et ne sont en définitive, que des acteurs secondaires dans l'ordre international au grand dam des peuples d'Afrique.

Le danger du terrorisme et de l'intransigeance religieuse paraît être la principale menace qui défie la paix et la stabilité sur le Continent.

La prolifération des armes de guerre de première importance comme les missiles (on est loin des armes de petit calibre qui préoccupaient tant les Nations Unies), notamment après le conflit libyen, le non contrôle effectif d'immenses parties de pays entiers, l'avènement d'Etats de non droit, et de non-Etats tout court (Somalie, Lybie) sont autant d'éléments qui favorisent le défi du terrorisme. A cela s'ajoute l'impact de la démocratisation de sociétés, longtemps exposées aux outrances avérées du "despotisme obscur" et d'une démocratisation poussive.

Aujourd'hui la volonté d'acclimatation d'un système électoral consensuel transparent et inattaquable met souvent à rude épreuve la stabilité des Etats africains. Chaque élection demeure une équation et bien souvent tout le monde se déclare vainqueur.

L'alternance régulée et consensuelle posant souvent problème, il n'est guère surprenant d'assister à des contestations parfois sanglantes que des artifices juridiques oiseux et creux n'arrivent pas à contenir. Et pourtant, l'Afrique aura fait au cours de ces dernières décennies (1980-2000), des bonds en avant remarquables dans la voie de l'émancipation politique réelle de "peuples nés libres mais partout dans les fers" (Rousseau).

- au plan économique, la volonté des Africains de marquer leur temps, de jouer un rôle plus significatif sur l'échiquier international se traduira par l'émergence de nombreux institutions et instruments de coopération économique, toujours en quête de l'efficacité, de recherche de la masse critique face à des économies beaucoup plus structurées et plus fortes. Si l'idée est excellente, la réalisation va s'être avérée difficile.

La multiplicité des ensembles régionaux et sous-régionaux comme les structures de coopération sectorielle ne garantit ni performance, ni durabilité. Un effort a été fait pour réduire le nombre de ces Institutions mais le mal perdure. Les grandes communautés régionales, CEDEAO en Afrique de l'Ouest, SADC en Afrique australe, COMESA en Afrique orientale, CEAC en Afrique centrale, n'ont pas réussi à constituer des blocs homogènes dotés de structures vertébrés et solides. Au nom du principe de subsidiarité, elles disputent à l'Organisation continentale la résolution des conflits surgissant sur leurs aires respectives. Elles y réussissent parfois. (CEDEAO, conflit libérien, Sierra léonais) ; SADC, plus récemment avec la signature de la feuille de route pour Madagascar. Mais au plan strictement économique, les succès sont plus mitigés. Si les administrations déploient des efforts remarquables pour coordonner, organiser, assurer la convergence des politiques économiques, le résultat ultime est assez pauvre. Le droit d'établissement pose encore des problèmes, la libre circulation des personnes et des biens est aléatoire, parfois très aléatoire et les politiques monétaires sont toujours divergentes.

Ces ensembles qui ont une taille respectable et qui pourraient constituer de véritables pôles de croissance, CEDEAO, COMESA, SADC et EAC, bafouillent, titubent, trébuchent. Le grand espoir des panafricanistes paraît parfois en berne. Or il est évident, dans une économie mondialisée, face à des colosses économiques qui s'organisent en pôles de force et de puissance, que les Etats africains sont bien fragiles. Il est vrai que ces Etats jouent les puissances les unes contre les autres, conscients du caractère indispensable de certaines de leurs matières premières. L'intérêt profond de ces pays est en réalité de constituer par eux-mêmes et entre eux-mêmes, les puissances économiques de demain. Pour cela, il leur faut vaincre l'obstacle que connaît aujourd'hui l'Union européenne : franchir le Rubicon, trancher le nœud gordien, faire abandon d'une partie substantielle de souveraineté nationale à une entité supranationale de type fédéral.

Pour les vieilles Nations européennes, pétries d'histoire et d'ans, l'exercice paraît malaisé. Il n'en est pas de même pour ceux qui vivaient ensemble avant que le colonisateur ne les érige en Etats et qui s'accrochent à ces souverainetés récentes comme le fruit à l'arbre, en attendant que souffle l'aiglon et qu'ils tombent de toute la hauteur de leur suffisance actuelle.

Les communautés économiques africaines, en même temps qu'elles luttent pour atteindre les objectifs économiques, doivent avoir aussi comme impératif, l'unification territoriale et politique de l'Afrique, seule chance pour le continent de se transformer en grande puissance moderne.

La Renaissance de l'Afrique apparaît aujourd'hui orpheline de visionnaires et de promoteurs. Qui prendra en compte le dessein unitaire de l'Afrique ? Qui jouera le rôle

de catalyseur ? Questions essentielles de la problématique africaine d'aujourd'hui dans la géopolitique mondiale. La jeunesse africaine, les peuples d'Afrique attendent avec impatience que l'on trace pour elle, la voie qui mène à l'unité, à la puissance et à la grandeur».

Je vous remercie pour votre aimable et patiente attention.